**…et c’est la formation professionnelle qui en fait les frais !**

**Le Conseil national a adopté aujourd’hui le message relatif à l’encouragement de la formation, de la recherche et de l’innovation (FRI). Il a aussi dès lors fixé le crédit-cadre pour la formation professionnelle pour les quatre prochaines années. Pour Travail.Suisse, l’organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, sa décision affaiblit la formation professionnelle.**

La formation est l’un des atouts de la Suisse, en particulier la formation professionnelle. Et il est nécessaire d’investir pour maintenir cet atout. Au cours de longues discussions, on a formulé les buts de développement nécessaires dans le domaine de la formation pour les quatre prochaines années et défini les moyens nécessaires à cet effet. Le Conseil national a rejeté maintenant les propositions de la majorité de la Commission de la science, de l’éducation et de la culture (CSES-N) et accepté les propositions de la majorité de la commission financière et du Conseil fédéral. Le Conseil national a ainsi créé une contradiction entre les buts et les moyens, ce qui affectera directement de manière négative la formation professionnelle de base. « Les partis de l’économie au Conseil national ont opté pour la médiocrité dans la formation », affirme Bruno Weber-Gobet, responsable du dossier de la politique de formation à Travail.Suisse. « Nos jeunes-gens, les entreprises et aussi les travailleurs (plus âgés) ont pourtant besoin d’un système de formation de pointe pour pouvoir rester concurrentiel au niveau international ! ».

Pour d’autres renseignements :

Bruno Weber-Gobet, responsable du dossier de politique de formation, Tél. 031 370 21 11 ou 079 348 71 67